

PERSONNES ÂGÉES

Rénovation de cent soixante-sept centres

Cent soixante-sept centres pour personnes âgées seront rénovés à travers le territoire national. Les travaux de réhabilitation ont été lancés pour certains établissements et d'autres sont prévus pour janvier prochain. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre de la Solidarité nationale et de la Famille, Saïd Barkat.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant lors d'une rencontre avec la commission de la santé des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de la Solidarité a exposé les différents projets du

décret exécutif de la loi 10-12 relative à la protection des personnes âgées, adoptée il y a une année.

«Le ministère de la Solidarité s'est attelé à la préparation des projets du décret exécutif de cette loi. Ils sont au nombre de 9 dont 3 sont soumis au secrétariat général

du gouvernement, 3 sont fin prêts et les 3 autres sont en cours de préparation», a-t-il précisé.

Les projets du décret exécutif de la loi relative à la protection des personnes âgées concernent notamment la gratuité et/ou la réduction du transport (terrestre, ferroviaire, maritime et aérien) pour les personnes ayant 65 ans et plus.

«Nous avons prévu 50% de réduction pour le transport aérien et maritime sur les lignes intérieures», a-t-il déclaré.

Il est également question de la réorganisation des établissements pour personnes âgées dont la nouveauté est la création de l'accueil du jour.

Autre projet de décret exécutif : déterminer les conditions d'accès aux primes et aides de l'Etat destinées aux personnes âgées, à leur famille ainsi qu'aux familles d'accueil.

Saïd Barkat a annoncé, en outre, le lancement de la formation des auxiliaires de vie, chargés d'assurer, entre autres, l'hygiène

quotidienne des personnes âgées et de veiller au suivi de leur traitement médicamenteux. Une formation qui sera d'une durée de 24 mois et le niveau requis est le bac+2. «Nous sommes exigeants quant à la formation des auxiliaires de vie afin d'assurer une bonne prise en charge des personnes âgées», a-t-il souligné.

Il a, par ailleurs, indiqué que l'Algérie compte 1,8 million de personnes âgées dont 300 000 sont prises en charge par l'Etat.

R. N.

SURVEILLANCE INTERNATIONALE DE QUALITÉ DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Impossibilité de mise en œuvre, selon le RCD

La surveillance internationale des prochaines élections législatives telle qu'envisagée par le pouvoir ne recueille pas l'assentiment du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) qui, pourtant, reste le seul parti à réclamer cette supervision internationale. Le parti de Saïd Sadi, dans un communiqué rendu public hier, a estimé que «le pouvoir annonce sa disponibilité pour une surveillance internationale mais crée les conditions de l'impossibilité de sa mise en œuvre».

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le RCD, qui fait de la surveillance internationale massive et qualifiée l'une des conditions à sa participation au prochain scrutin législatif, considère que cette surveillance ne peut s'opérer, étant donné le calendrier, selon les standards internationaux.

«En effet, une fois de plus, l'Algérie veut faire exception. Les organisations habilitées à organiser l'assistance ou la surveillance

des élections exigent d'être présentes au moins six mois avant sur le terrain (nettoyage des fichiers électoraux, vérification des usages des moyens de l'Etat, choix des sites cibles, reconnaissance et étude des lieux...). C'est ce qui s'est passé par, exemple, en Tunisie», a noté le parti.

Fort de ce rappel, le RCD a relevé, aussi, que le communiqué du Conseil des ministres tenu la veille soulève plus de ques-

tions qu'il n'apporte de réponses sur l'éternel problème des fraudes. «Dans le meilleur des cas, la convocation du corps électoral ne pourra se faire qu'au début janvier 2012. Ce qui donne un délai de quatre mois avant la date du vote. La manipulation des législatives a déjà commencé. Le pouvoir algérien qui veut atomiser l'Assemblée par les partis croupions et les "indépendants" annonce, par ailleurs, sa disponibilité pour une surveillance internationale mais crée les conditions de l'impossibilité de sa mise en œuvre», a souligné le RCD, ajoutant que «dans les faits, on risque, sauf imprévu, de se retrouver avec quelques fonctionnaires de l'Union africaine et de la Ligue arabe confortablement installés dans les hôtels algériens avant de signer la traditionnelle

déclaration de satisfaction réglée comme du papier à musique».

Le RCD ne s'est pas retenu d'exprimer des doutes sur la crédibilité des observateurs de la Ligue arabe et de l'Union africaine. Et c'est aux fonctionnaires de l'aéroport d'Alger qu'il emprunte cette formule qui renforce ce doute : «L'intégrité des observateurs de la Ligue arabe, de l'Union africaine ou de l'OCI est inversement proportionnelle au volume des colis qu'ils enregistrent avant le retour.»

Pour le RCD, les commentaires du chef de l'Etat, qui s'est félicité de la qualité du fonctionnement de l'APN et des lois qu'elle a validées, renseignent sur le profil et le rôle attendu du prochain Parlement. Rappelons que le RCD a, lors de son conseil national extraordinaire de vendredi dernier, affirmé que «la politique des quotas est déjà décidée» et qu'il «n'est pas preneur». Il a également dénoncé la campagne de chantage par l'islamisme, accusant les services du renseignement et la présidence de rivaliser dans le sponsoring de ce même islamisme.

S. A. I.

PROJET DE LIAISON DE FIBRE OPTIQUE ALGER-ZINDER

Ce n'est plus qu'une affaire technique

Les obstacles liés aux moyens financiers et à la volonté politique de part et d'autre sont, désormais, dépassés pour la réalisation du projet de liaison de fibre optique entre l'Algérie et le Niger. Ce projet, initié en 2002, est actuellement entre les mains de techniciens pour une réelle concrétisation dans les semaines à venir.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information, Moussa Benhamadi, a reçu, hier à Alger, son homologue de la République du Niger, le ministre de la Communication et des Technologies de l'information, Salifou Labou Bouche accompagné d'une importante délégation.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la quatrième session du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien qui a débuté ce dimanche et qui se déroule à Alger, a permis aux deux ministres d'installer des commissions de travail pour mettre en œuvre le projet de liaison de

fibre optique Alger-Zender. Beaucoup d'obstacles d'ordre financier mais aussi politiques ont, jusque-là, retardé le lancement de ce projet initié pourtant en 2002.

Moussa Benhamadi a suggéré à son homologue nigérien de commencer le plus tôt possible la réalisation du projet, à savoir dans les prochaines semaines compte tenu, a-t-il argumenté des défis auxquels fait face la région en matière de développement technologique et de coopération Sud-Sud.

«Ce projet de fibre optique Alger-Zinder-Abudja, initié dans le cadre du Nepad, occupe une place de choix dans les discus-

sions entre les deux parties, comme il a des répercussions socioéconomiques très bénéfiques pour notre région. Il permettra, en ce sens, de désenclaver la région et de développer la connexion Internet à travers l'accès aux câbles sous-marins qui passeront par Alger vers l'Europe. Il encouragera aussi la création de l'emploi et favorisera le développement de tout l'aspect socioéconomique de la région», a-t-il souligné.

Le ministre algérien, qui a proposé à son homologue nigérien de commencer pour un premier temps de réaliser le projet entre In-Guezzam et Arlit, a eu une réponse au-delà de ses attentes : «Pour moi, il n'est même pas question de créer un cadre, qu'il soit politique ou juridique, pour envisager une coopération entre les deux pays, notamment concernant le domaine des technologies. Ce

cadre existe déjà au regard de la proximité géographique et l'histoire de la région et des deux pays.

C'est pour cela que je dirai que nous n'allons pas nous limiter à réaliser ce projet pour un premier temps entre In-Guezzam et Arlit mais d'Alger carrément vers sa concrétisation entre Alger et Zinder», a dit Salifou Labou Bouche.

Ainsi, pour cette liaison de 230 kilomètre, ont rassuré les deux ministres, ce n'est plus qu'une affaire de quelques semaines et elle est, désormais, entre les mains de techniciens constitués en commissions de travail.

La déclaration finale concernant ce projet et trois autres, non de moindre importance, dans le domaine de la poste et des TIC, sera prononcée par les deux ministres demain.

M. M.

Précisions du CHU de Tizi-Ouzou

Suite à l'article paru dans le quotidien *Le Soir d'Algérie* relatif au regroupement de certains médecins devant la direction générale du Centre hospitalo-universitaire de Tizi-Ouzou, il est impératif d'apporter des éléments susceptibles d'éclairer l'opinion publique.

En effet, «le regroupement» observé par une poignée de personnel de santé et qui sont au nombre de 20 sur 3 000 employés le 18.12.2011, devant la direction générale du CHU de Tizi-Ouzou reflète la résistance de l'initiateur de ce regroupement aux changements et incarne sa volonté d'instaurer un système de fonctionnement et de gestion de son service basé sur le laxisme, la complaisance et l'impunité pour enfin servir ses inté-

rêts personnels et qui consiste à détourner les malades de l'institution et échapper à tout contrôle administratif.

Aussi il est à noter la séquestration des équipements acquis par l'Etat à coups de milliards et non mis au profit des malades.

Le centre hospitalo-universitaire de Tizi-Ouzou a été rehaussé à un rang d'un centre de référence à vocation régionale grâce à la volonté de l'administration qui a mis à la disposition des professionnels de la santé tous les moyens pour assurer des soins de qualité, cette volonté est concrétisée par l'acquisition des équipements de dernière génération, la création de nouvelles spécialités médico-chirurgicales, la normalisation de tous les services d'hospitalisation.

En ma qualité de premier responsable de cette institution, je suis déterminé à lutter contre l'absentéisme, le laxisme, le mercantilisme, afin d'assurer aux patients une médecine à la hauteur de leurs aspirations et de leurs attentes. Cet objectif ne peut se réaliser que grâce à la volonté de la majorité de nos médecins et les autres professionnels de la santé pour qui je témoigne ma gratitude pour tous les efforts fournis et leur précieuse collaboration ainsi que leur détermination à accompagner l'administration dans sa mission qui consiste à la contribution dans l'édification d'un système de santé efficace, de qualité, et surtout accessible à tous, et ce, malgré les contraintes et difficultés rencontrées.

AÏN DEFLA

Un terroriste éliminé à Bordj Emir Khaled

Dimanche, en fin d'après-midi, les éléments de l'ANP ont tendu une embuscade au lieu-dit Bouknana, à quelque 8 km au sud-ouest de Bordj Emir Khaled, proche de la zone frontalière avec la commune de Tarik Ibn Ziad, au sud-est de la wilaya d'Aïn Defla. La zone est connue pour être un lieu de passage pour les groupes armés. Aux environs de 18h30, un groupe armé, dont le nombre est resté indéterminé, a été accroché. Il s'en est suivi un échange de tirs au cours duquel un élément du groupe armé a été abattu et son arme récupérée. Son cadavre a été évacué dans la nuit vers la morgue de l'hôpital de Khemis Miliana.

Selon les informations que nous avons pu avoir, l'identité de l'élément abattu n'est pas encore connue mais les services spécialisés ont entamé la procédure d'identification.

Cependant, on déplore la perte d'un élément de l'ANP, décédé des suites de ses blessures. Sa dépouille a été évacuée vers l'hôpital de Blida.

Bordj Emir Khaled est une commune où la nuisance a été très faible comparativement aux communes limitrophes d'Oued El Djemaâ et Tarik Ibn Ziad proches de Djebel Ellouh, lequel a été durant plusieurs années le fief des groupes armés qui ont perpétré de nombreux attentats meurtriers dans le sud-est de la wilaya d'Aïn Defla, le sud-ouest de la wilaya de Médéa et le nord-est de la wilaya de Tissemsilt.

Karim O.